

*Santé et l'environnement*

Je voudrais souligner une autre grave faiblesse de cette mesure, soit les dispositions qui soumettent l'enquête à l'autorité du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde). Si je me souviens bien, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a constaté qu'il n'avait pas le personnel suffisant pour établir si la viande hachée vendue au Canada était contaminée ou non. Je me demande comment il trouvera assez d'employés dans son ministère pour parcourir le pays et visiter chaque petite entreprise manufacturière et chaque laboratoire de chimie pour analyser chaque nouvelle substance. A mon avis, c'est presque impossible.

Si on compare les promesses aux réalisations, nous constatons qu'il y a bien des promesses, mais peu de réalisations. Cette intention est fort louable. Je pense que l'idée de substituer la prévention à la correction est fort utile et marque certainement le début d'une ère de sérieux dans l'étude des problèmes d'environnement. Cependant, le résultat ne répond pas aux intentions. Madame l'Orateur, vous me direz peut-être que je m'écarte du sujet, mais je suis forcé d'affirmer que sans traiter spécialement de l'amendement en discussion, les arguments invoqués par le député de Vancouver-Sud dans son allocution sont fort convaincants en ce qui concerne la validité de l'amendement.

Il faut nous demander s'il y a des solutions, ce qu'il faudrait que nous fassions. En premier lieu, il n'existe pas de véritables normes nationales dans la lutte contre la pollution. En deuxième lieu, nous continuons de consommer, à des rythmes excessifs, des produits inutiles telles les bombes aérosol qui préoccupent le ministre. Je sais que des recherches sont en cours sur les risques que pourrait présenter pour la couche d'ozone l'emploi des bombes aérosol. Mais le simple emploi de ces articles constitue un gaspillage terrible pour notre économie. Les produits enfermés dans ces récipients valent rarement plus que leur contenant. Le gaspillage de matières et d'argent que cela représente est vraiment tragique dans un monde qui manque de ressources, et on peut en dire autant en ce qui concerne les matériaux d'un stupide et coûteux emballage. Nous en partageons tous la responsabilité.

Le ministre avec juste raison a fait le point à ce sujet, dans un discours prononcé il y a quelque temps. Elle a déployé de nouveau beaucoup d'éloquence et a invité les psychiatres, dans un article paru dans le *Sun* de Vancouver, à orienter les gens vers une vie écologiquement saine, vers un comportement qui cadre avec l'environnement. Elle mérite des félicitations. Je pense qu'elle a fait là une déclaration tout à fait moderne et dynamique. Permettez-moi d'en extraire des passages:

«A cette fin, il nous faut compter sur votre aide, a-t-elle dit aux psychiatres à l'ouverture de l'Assemblée annuelle de l'Association canadienne de psychiatrie.

«L'homme de la rue va devoir rectifier les buts qu'il poursuit et son mode de vie, a-t-elle poursuivi, pour se mettre en accord avec les réalités de la vie.

«C'est ainsi, a-t-elle dit, que d'ici 10 ans sous-alimentation et famine vont tuer 300 millions d'hommes.

Elle a parlé de la possibilité de changements climatiques et de pénuries d'engrais chimiques et d'énergie. Cette déclaration contient une idée nouvelle qui s'impose: nous sommes tous à blâmer pour le désordre écologique où nous nous trouvons et pour rectifier la situation, nous devons songer à modifier notre style de vie. Mais nous avons besoin de leadership et le gouvernement n'en offre pas. Nous parlons de la conservation de l'énergie. Le gouvernement a-t-il présenté une seule mesure qui découragerait les gens d'utiliser de l'énergie, de l'essence par exemple?

De fait, c'est le contraire qui s'est produit. Nous nous précipitons, nous nous inquiétons de notre économie, nous nous inquiétons de la baisse possible des ventes d'automobiles. Nous devrions peut-être considérer certaines de ces choses comme un bienfait insoupçonné et commencer à moins gaspiller nos produits.

L'une des mesures écologiques les plus progressives que le gouvernement puisse prendre serait d'affecter beaucoup de fonds aux services de transport rapide, ce qui éliminerait les files d'automobiles sur toutes les autoroutes et dans toutes les grandes villes du Canada. Savez-vous qu'on met chaque matin plus de temps à parcourir en automobile le trajet entre Port Coquitlam où j'habite et Vancouver que si l'on empruntait le véhicule de transport en commun le plus lent qui existe? Les gens ont l'habitude de s'entasser sur l'autoroute, et la même chose s'applique à Toronto et à Montréal; on avance à 10, 15 ou 20 milles à l'heure.

A mon avis, pour rectifier la situation écologique, le gouvernement devrait prendre l'initiative et forcer les gens à modifier leurs habitudes. Mais cela prend du courage et de l'argent et l'on devrait peut-être même imposer une sanction quelconque à ceux qui continuent de conduire une automobile lorsqu'ils ne devraient pas le faire, au lieu de se servir des services de transport rapide. Un service gratuit de transport rapide constituerait certainement un pas dans la bonne direction. J'affirme au ministre que si le gouvernement fédéral affectait des fonds à des véhicules de transport rapide qui emprunteraient le milieu de l'autoroute de façon que tous les conducteurs d'automobiles qui avancent à 10 milles à l'heure puissent voir le train ou l'autobus les dépasser, il pourrait commencer à modifier certaines des mauvaises habitudes de gaspillage d'énergie que nous avons acquises sur ce continent.

Ma dernière remarque porte sur la responsabilité. Elle continue de retomber sur l'organisme de réglementation qui doit décider de la nocivité. Il s'ensuit que les êtres humains servent de cobayes pour la mise à l'essai des substances nouvelles. Ainsi, en ce qui concerne les herbicides phéniques, ils semblent causer des mutations et des malformations congénitales. Le débat a fait rage pendant longtemps entre les hommes de science prenant la défense de l'une ou de l'autre parties. A tout prendre, il semble que les défenseurs de la non-nocivité disposent probablement de plus de preuves, mais certains cas précis de malformations congénitales laissent planer des doutes sérieux sur l'emploi d'herbicides phéniques pour détruire les mauvaises herbes et ainsi de suite.

● (2140)

La responsabilité est mal placée. Nous disons ceci: «Vous, êtres humains, attendez d'avoir le cancer, attendez que le mal soit fait, puis arrêtez.» N'est-ce pas aux promoteurs de produits chimiques nouveaux et probablement dangereux qu'il incombe de se justifier? Nous ne devrions pas avoir à demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) de faire des enquêtes sur ces substances pour déterminer les risques. Madame l'Orateur, je vois que le ministre vient de rentrer à la Chambre et j'en suis heureux. Le ministre est très compétent et il a fait un travail remarquable dans certains secteurs, mais je ne pense pas qu'il soit suffisamment parfait pour déterminer les risques réels que présentent les produits chimiques que l'on soupçonne fortement de provoquer une recrudescence de cancer dans le monde, car c'est une tâche immense.

Nous devons comparer la réalité, qui est toute autre, au contenu du discours du Trône et des déclarations révolu-